

XIX^e Congrès du PCC : les dangers du rêve chinois de Xi Jinping

Philippe Delalande | Économiste, politologue, membre du groupe d'étude prospective Asie21-Futuribles, auteur de *La Chine depuis le Congrès de 2012 : ambitions et résistances* (L'Harmattan, 2016 ; 134 pages).

Xi Jinping, président de la République populaire de Chine depuis 2013 et secrétaire général du Parti communiste chinois (PCC) depuis 2012, a confirmé son autorité au XIX^e Congrès du PCC. Il a méthodiquement construit son pouvoir. Aucun des membres du Comité permanent du nouveau Bureau politique ne paraît en mesure de lui succéder. Mais quel est son projet politique ? Il l'a exposé depuis 2012 dans de nombreux discours, entretiens, exposés de projets, commentaires de décisions, compilés dans un livre de 554 pages, *La gouvernance de la Chine*, publié aux Éditions en langues étrangères en 2014. Et le 18 octobre 2017 dans son long discours devant le XIX^e Congrès, il a développé les mêmes thèmes avec force. Sa pensée a l'honneur de figurer désormais dans la charte du Parti. Pour connaître son projet politique en évitant de projeter sur la Chine nos préjugés, nos valeurs, nos craintes, il suffit de lire Xi Jinping dans le texte, sans toutefois perdre notre sens critique.

Reprise en mains et assainissement du Parti

« Le plus grand danger pour un parti communiste au pouvoir est de se couper de sa population. » C'est le constat de Xi Jinping. En 2012, il a stigmatisé les « vices » des cadres du Parti, le formalisme procédurier qui paralyse l'action, le goût du luxe, la perte du sens de l'intérêt général au profit de l'intérêt personnel, l'arrogance qui éloigne des citoyens et enfin, la corruption. Dès lors, il a eu le souci répété à satiété de reprendre en main le Parti, de l'assainir et de l'épurer. Il est convaincu que « le Parti et la Nation courront à la ruine si on donne libre cours à la corruption ». Comment assainir le Parti ? Conformément à la tradition chinoise taoïste et confucéenne, il fait appel à la vertu invitant les cadres du Parti à s'amender. Mais il y a peu de chance que cet appel suffise ! Il faut recourir à la sanction. « Je le répète, nous devons mettre en place un système d'évaluation des responsables qui devront rendre des comptes tout au long de leur vie. »



Et il l'a fait depuis 5 ans et ce n'est pas fini. Il a consacré une part de son discours devant le Congrès à énoncer ce qui reste à faire. Qu'en pensent les Chinois ? Ils approuvent autant qu'on puisse le savoir et constatent que les cadres du Parti ont souvent amendé leur comportement moins par vertu que pour protéger leur carrière. Et la corruption a régressé. Ces efforts d'assainissement du Parti seraient aussi, parfois, des moyens d'évincer des rivaux politiques.

Un PCC connecté à la société

Modifier la communication politique est une nécessité répétée par Xi Jinping. L'objectif est double : accroître sa popularité et rapprocher le Parti de la population. C'est assez neuf dans le PCC qui se limitait à la propagande. Lors de ses déplacements en province, son prédécesseur, Hu Jintao (Président de 2002 à 2012), se contentait d'être accueilli par les cadres locaux dans des réceptions officielles. À l'inverse, Xi Jinping sillonne le pays, converse avec des citoyens et s'enquiert de leurs problèmes. La télévision, le soir, loue sa rencontre avec le peuple.

La campagne pour l'élection des 2 280 délégués au XIX^e Congrès fut un modèle de communication politique. Pour les élire, les 89 millions de membres du Parti (sur une population de 1,376 milliard de Chinois) ont voté en juin dans 40 circonscriptions électorales après une campagne dont les événements ci-dessous ont habilement vanté les mérites de Xi Jinping :

- Le 27 mars commence la diffusion à la télévision de la série « Au nom du peuple » commandée par le PCC sur la lutte anti-corruption menée par Xi Jinping. Elle fera un énorme succès d'audience.
- Le 26 avril est lancé le porte-avions *T-001A* : c'est le premier PA construit en Chine. Il sera pleinement opérationnel en 2020 sous le nom de *Shandong* (province de l'Est du pays), confirmant la volonté de la Chine d'être une puissance maritime intervenant sur toutes les mers du monde.
- Le 5 mai, le Comac *C919* (biréacteur moyen-courrier) a effectué son vol inaugural : c'est le plus gros avion commercial jamais conçu et fabriqué en Chine. Le soutien de Xi Jinping à l'innovation et à la R&D a donc porté ses fruits.
- Le 9 mai, Xi Jinping a confirmé lors d'une conversation téléphonique avec le Président français, Emmanuel Macron vouloir « défendre » l'Accord de Paris sur le climat. À cette même date, les délégations de 196 pays délibéraient à Bonn sur la mise en œuvre de l'accord de la COP 21 de 2015.
- Les 14 et 15 mai, la Chine a réuni à Pékin 65 pays pour avancer dans la réalisation du projet de Xi Jinping de « Route de la soie continentale et maritime » lancé en 2013. La Chine investira 150 Mds \$ avec le concours de la « Banque

asiatique d'investissement pour les infrastructures » dont Xi Jinping est aussi l'initiateur. L'ambition chinoise de puissance est affirmée et flatte les Chinois.

- Le 21 mai, à Hanoï, après le retrait des États-Unis du *Trans-Pacific Partnership*, les ministres du commerce de 16 pays d'Asie et du Pacifique ont convenu sur la base du *Regional Comprehensive Economic Partnership*, d'initiative chinoise, de créer la plus vaste zone de libre-échange du monde.

Grâce à cette campagne, Xi Jinping a obtenu une écrasante majorité lors du vote des délégués au Congrès.

Un rêve chinois basé sur une croissance continue

Donner un sens à l'action collective et mobiliser les énergies, c'est l'objectif du « rêve chinois », une formule reprise du maoïsme. C'est une autre idée-force de Xi Jinping. Il définit ce rêve depuis le passé. « Depuis la guerre de l'opium de 1840, le peuple chinois entretient le rêve de réaliser le renouveau de la nation chinoise et de faire de la Chine un pays socialiste moderne, puissant, démocratique et harmonieux. » Il le définit ensuite depuis l'avenir. « La Chine s'est fixé des objectifs de développement : doubler le PIB et le revenu des citoyens et des ruraux en 2020 par rapport à 2010, achever la construction de la société de moyenne aisance et parvenir au milieu du XXI^e siècle à un pays moderne, socialiste, prospère, démocratique et harmonieux. Nous résumons de manière imagée ces objectifs par le rêve chinois du grand renouveau de la nation chinoise. » Le discours de Xi Jinping au Congrès évoque encore, longuement, ce « rêve chinois ».

Mais cette montée en puissance requiert une croissance économique forte pour la financer. La croissance chinoise a commencé avec Deng Xiaoping (qui a dirigé le pays de 1978 à 1992) qui selon sa formule « réforme et ouverture » a introduit l'initiative privée nationale et étrangère dans une économie entièrement publique, isolée, planifiée sur le modèle soviétique. Ce fut une réforme décisive. Mais il a maintenu l'économie de marché naissante sous une planification impérative dirigée par le Parti. Une économie de marché est animée par des entreprises qui déterminent leur stratégie, leurs produits, leur management et sont responsables de leurs résultats. La planification place l'économie sous la responsabilité de l'État qui fixe les objectifs, les échéanciers, alloue des ressources et sanctionne les dirigeants. C'est une logique inverse. La Chine est parvenue, par tâtonnements pragmatiques, à concilier ces deux logiques contradictoires en un système cohérent à l'efficacité redoutable. La croissance fut forte, régulière et sans crise majeure. En 1990, la Chine et l'Inde avaient l'une et l'autre un PIB de 300 Mds \$. En 2016, les deux pays de populations comparables avaient, pour l'Inde un PIB de 2 260 Mds \$ et pour la Chine de 11 200 Mds \$, soit près de 5 fois plus. Le 13^e Plan quinquennal 2016-2020, en cours d'exécution a un objectif de croissance de 6,5 % l'an, jusqu'à présent respecté. Il est accompagné de plans sectoriels plus précis tel



le « Plan industrie 2015, *made in China* ». Les ressources fiscales augmentent donc, les avoirs en devises aussi car les échanges actuels dégagent un excédent commercial d'une quarantaine de Mds \$ par mois et les investissements étrangers sont « toujours bienvenus », a déclaré Xi Jinping lors du Congrès. Les réserves de change sont de 3 100 Mds \$: la Chine peut financer son rêve.

Un problème pourrait l'entraver, l'endettement. La dette publique et privée totale en 2017 s'élève à 260 % du PIB. La Commission de régulation bancaire chinoise (CBRC dans son sigle anglais) a un pouvoir discrétionnaire dans le cadre de sa mission de régulation. Elle s'efforce actuellement de réduire la finance de l'ombre (*shadow banking*) et les créances douteuses. Les considérables réserves de change du pays contribueraient à faire face à une crise financière. À titre de comparaison, le Japon a un endettement total de 380 % de son PIB, la zone euro de 270 % et l'endettement des États-Unis (260 % du PIB) est du même ordre que celui de la Chine. La Chine a les moyens institutionnels et financiers de réduire la menace que constitue sa dette.

Le potentiel de croissance de la Chine demeure considérable. Son revenu national brut par tête, en parité de pouvoir d'achat, est plus de trois fois inférieur à celui des États-Unis. C'est pourquoi toutes les grandes entreprises mondiales s'y établissent pour profiter du potentiel de cet immense marché, même en déplorant les entraves qu'elles y rencontrent. Dans un monde en paix, la Chine peut conserver une croissance autour de 6 % l'an si elle parvient à préserver son système économique original fondé sur une économie de marché sous la direction d'une planification impérative.

Une Chine puissante militairement

« Plus puissante sera la Chine, plus grandes seront les résistances, les pressions qu'elle rencontrera » déclare Xi Jinping. La Chine doit donc organiser sa défense et « préserver sa souveraineté ». La réforme de l'armée est la grande œuvre de Xi Jinping. L'armée est placée sous l'autorité du Parti ; la « Commission militaire centrale » (CMC) qui la dirige est une instance du Parti et de l'État. Dès novembre 2012, Xi Jinping a déclaré : « La direction absolue de l'armée par le Parti ne saurait en aucun cas être remise en cause » et encore « l'évaluation et la nomination des officiers se feront à la mesure de leurs convictions politiques afin que nos forces armées restent dans les mains de ceux qui sont fidèles au Parti. » La réforme fut décidée en novembre 2015 et devra être achevée en 2020. Elle vise à rendre l'armée plus efficace, à mieux coordonner les forces des 3 armées, les forces stratégiques, de réaction rapide et de la cyberdéfense, à réduire le nombre de centres de commandement et à mieux contrôler les forces armées. Les régions militaires sont réduites de 7 à 4. Le rôle de la CMC est renforcé pour le commandement interarmées, pour les nominations d'officiers généraux et l'inspection des armées. Une « commission d'inspection disciplinaire » est créée dépendante de la CMC.

Un « commandement opérationnel combiné » est instauré. Un organisme de direction des forces terrestres réunira l'État-major général, le département politique, le département logistique et celui de l'armement. Les liens avec le Parti seront resserrés. C'est pour Xi Jinping un objectif essentiel.

Le budget militaire affiché était de 15 Mds \$ en 2000, 30 Mds \$ en 2005, 90 Mds \$ en 2011, 145 Mds \$ en 2015 la hausse moyenne annuelle est alors proche de 12 % Elle est de 7 % en 2017 et le budget atteint 165 Mds \$. Mais le Pentagone estime que beaucoup d'acquisitions de matériels ne figurent pas dans ces budgets. C'est la deuxième armée du monde. Elle compte 2,3 millions d'hommes. L'armée de terre, pivot central traditionnel des forces armées voit sa position relative diminuer. Ses effectifs ont été progressivement réduits de 300 000. L'aviation et la marine ont bénéficié d'un effort considérable en vue d'une guerre aéronavale. La dissuasion nucléaire et les moyens de projections se sont fortement accrus. La Chine a 4 (bientôt 5) Sous-marins nucléaires lanceurs d'engins (SNLE), 5 Sous-marins nucléaires d'attaque (SNA) – 5 en construction – et la flotte sous-marine totale sera bientôt de 70. La Chine aura bientôt 2 PA opérationnels. Les moyens de cyberguerre, les drones d'observation ou d'attaque et les missiles se sont également accrus, du type balistique *DF-21D* antinavire (*Dong Feng* ou « Vent d'Est »), *DF-26* qui peuvent atteindre Guam (située à environ 3 000 km des côtes chinoises), *DF-16* et intercontinentaux *DF-5B* et *DF-31B* (d'une portée comprise entre 8 000 et 12 000 km !)...

Mais l'inquiétude de Xi Jinping est la fiabilité de ces matériels. Sont-ils opérationnels et les personnels entraînés à les manier ? Cette armée n'a plus l'expérience du feu. C'est pourquoi la réforme comporte une multiplication des entraînements et des manœuvres. L'armée est-elle aussi forte qu'elle veut le faire croire ?

Risques de conflit en mer de Chine

Mais la guerre est-elle possible ? La région du monde la plus dangereuse n'est pas le Moyen-Orient mais l'Asie orientale. Les revendications chinoises en mer de Chine méridionale, les revendications concurrentes de souveraineté du Japon et de la Chine sur les Senkaku, les revendications d'indépendance de Taïwan – inacceptables pour Pékin – et la marche vers l'arme nucléaire de la Corée du Nord impliquent toutes la Chine. Ces tensions la mèneront-elles à la guerre ? Elle s'en défend. Elle a besoin de paix pour poursuivre son développement et son rêve chinois. Xi Jinping déclara solennellement en 2013 : « Nos objectifs sur le plan international consistent à œuvrer à la mise en place de conditions favorables à la réforme, au développement et à la stabilité de la Chine, à la préservation de sa souveraineté... ».



L'Asie n'avait jamais cru que les États-Unis interviendraient militairement en Asie orientale. Ce que Rodrigo Duterte, le Président des Philippines depuis 2016, avec son langage peu diplomatique avait exprimé crument : « Les *Boys* ne viendront jamais mourir pour vous et pour la mer de Chine. Ils en gardent un mauvais souvenir depuis la guerre du Vietnam. Les Américains feront des ronds dans l'eau avec leurs navires de guerre mais ça n'ira pas plus loin. ». Et la Chine a poussé ses pions en mer de Chine sans susciter de réactions américaines sérieuses. La conjoncture a changé avec la crise nucléaire nord-coréenne, le renforcement de la présence américaine en Corée du Sud et au Japon, et le soutien accru de Donald Trump à Taïwan, au grand dam de la Chine qui s'efforce de faire partir les Américains de la région. Il suffirait d'un incident qui dégénère, de la prévision erronée d'une guerre limitée pour déclencher un conflit. Ensuite qu'advient-il ? Un pays qui se sait et se veut puissant, qui a les moyens financiers et militaires de sa puissance, dirigé par un *leader* déterminé et sans opposition, doté de charisme et qui maîtrise la communication politique compose une configuration dangereuse. Thucydide écrivait dans *La guerre du Péloponnèse* (V, 105, 2) : « Selon une loi de nature, les pays puissants emploient toujours leur puissance pour dominer de toute leur force. Nous ne sommes pas les auteurs de cette loi. Et nous ne sommes pas les premiers à l'appliquer. Elle existait avant nous et subsistera après. Nous l'appliquons. Et si vous aviez notre puissance, vous feriez pareil. ». Depuis 25 siècles, cette affirmation s'est souvent vérifiée. On doit espérer que les dirigeants chinois et américains feront preuve de sagesse et, comme Graham Allison, que la logique de Thucydide n'est pas inéluctable.

Éléments de bibliographie

Allison Graham, *Destined for War: can America and China escape Thucides's trap?*, Houghton Mifflin Harcourt, 2017, 389 pages.

Jinping Xi, texte intégral du rapport de Xi Jinping au 19^e Congrès national du PCC (18 octobre 2017), 3 novembre 2017 (http://french.xinhuanet.com/chine/2017-11/03/c_136726219.htm).

Jinping Xi, *La gouvernance de la Chine*, Éditions en langues étrangères, 2014, 554 pages.